CCI FRANCE MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO de la semaine

25 mai au 31mai 2024

ccifm@ccifm.mg - 032 07 696 49 - Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

SOMMAIRE

Produits miniers: 3,5 kilos d'or exportés formellement 2

Digitalisation: Une plateforme pour stimuler la créativité des jeunes 2

Miami Toamasina : Un pôle d'attraction pour les touristes nationaux 3

Finances publiques : Une coupe budgétaire drastique en vue dans la LFR 2024 3

Projet ODOF: Deux usines de jus de fruits à Toamasina II et Antalaha 4

Startups issues des ODC : Investissements d'Orange Ventures et Digital Africa en vue 5

Prix Pierre Castel 2024: six projets sélectionnés pour la finale 5

Promotion du tourisme: Nouer des partenariats pour atteindre les objectifs 6

Evénement économique : la 18e édition du Fim couronnée de succès 6

Marché international: Des acheteurs canadiens et sud-africains en prospection 7

Usine de chips à Brickaville : Les bénéficiaires misent sur la qualité 7

Productivité agricole : L'accès aux engrais facilité 8

Transition énergétique : Un parc solaire à Ambatondrazaka 9

Commerce : La relance de l'exportation de bananes à l'étude 9

Madagascar Oil : « Nous comptons faire à Madagascar ce que nous avons réussi ailleurs » dixit Al Njoo, PDG de Benchmark Group 10

MNDPT : Possibles sanctions pour les opérateurs qui ne baissent pas les tarifs d'Internet 11

70% des Malgaches n'ont pas accès aux Smartphones: les opérateurs des télécoms proposent des « mesures courageuses » 12

Instat: 47,4% des cadres formés dans les écoles 13

Tourisme: la destination Madagascar fait appel aux influenceurs 13

Promotion de l'emploi : un nouveau Plan d'action en gestation 13

Rasoloarimanga Lalanirina, gérante et fondateur de Mi-arina: "Notre objectif est de dominer le marché !" 14

Matières premières: Madagascar reste dépendant des importations 15

Salon ITM et IHM: tout est fin prêt 15

L'adhésion de Madagascar au Fonds africain de garantie et de coopération économique sollicitée 16

Produits miniers: 3,5 kilos d'or exportés formellement

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 25 MAI 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La conférence s'est tenue au Grand Amphi EGS à Ankatso, en présence du ministre des Mines, des cadres de la Banque centrale et de l'administration minière.

Jusqu'ici, 3,5 kilos d'or ont formellement été exportés par la Grande île. Ces chiffres montrent que le pays est encore loin des cinq cents kilos à exporter jusqu'à la fin des cent premiers jours de ce second mandat.
Selon les statistiques de l'Agence nationale de la filière or (Anor, la Grande île aurait jusqu'ici exporté trois kilos et demi d'or en 2024. Ces chiffres sont encore loin des aspirations établies pour les cent premiers jours de ce second mandat. En effet, l'État s'était fixé un délai de cent jours depuis le début du mandat pour exporter cinq cents kilos de ce métal précieux.

À l'heure actuelle, la valeur de ces premières exportations formelles est de 978 215 960 millions d'ariary. Le taux de rapatriement de devises, quant à lui, est de 99,98 %. Les chiffres de l'exportation aurifère du pays, affichés sur un tableau statistique, sont éloquents, surtout par rapport au rapatriement de devises, qui est passé de quasi-nul à quasi-total en 2024. Toutefois, le pays semble encore loin du compte. Ces chiffres ont été évoqués jeudi, durant la conférence donnée par le ministère des Mines et la Banque centrale de Madagascar à la faculté d'Économie, de gestion et de sociologie (EGS) à Ankatso. Cette conférence, qui avait pour thème «La diversification des réserves de change par l'acquisition de l'or monétaire», a été l'occasion pour les autorités concernées de lever le voile sur la filière aurifère, ses potentialités, mais aussi l'enjeu de la constitution d'une réserve d'or monétaire.
En mars, les exportateurs agréés avaient déjà évoqué les problèmes auxquels ils sont confrontés, notamment auprès des orpailleurs. « Les prix de l'or à la base sont nettement plus élevés que le prix auquel il se vend sur le marché international. Cela est dû aux opérateurs illicites qui font également la collecte auprès des orpailleurs », avait confié un exportateur agréé.

Délai

Dans la majorité des carrières, le prix du gramme d'or dépasse les trois cent mille ariary. À l'époque, le président de la République avait également accordé un délai de deux mois aux exportateurs pour respecter l'accord qu'ils ont signé vis-à-vis de l'État. Ainsi, chaque exportateur devait pouvoir exporter au moins 15% du poids total pour lequel ils se sont engagés et rapatrier les devises y afférentes, sous peine de voir leur agrément de comptoir retiré. Le pays dispose de plus de quatre cents communes aurifères. La Grande île possède également plusieurs gisements, dont Dabolava, Betsiaka, Mananjary et Maevatanàna.

Digitalisation: Une plateforme pour stimuler la créativité des jeunes

MIANGALY RALITERA | 25 MAI 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les jeunes passionnés de digital et d'innovation vont pouvoir se surpasser et montrer leur savoir-faire au grand jour. Une plateforme a été créée pour stimuler la créativité. «Creative Minds est la plateforme idéale pour stimuler la créativité, partager des idées et célébrer l'entrepreneuriat numérique malgache. Notre objectif est de lancer une véritable révolution numérique à Madagascar en offrant une plateforme pour inspirer, former et encourager la collaboration entre tous les acteurs du secteur numérique et créatif, y compris les jeunes talents et les innovateurs», lance Mickaël Bezandry, chef de projet de l'initiative Creative Minds, hier.
Madagascar regorge de nombreux talents. De nombreux jeunes travaillent déjà dans le monde du numérique et de la digitalisation à Madagascar. «Ce qui manque, c'est la culture du mérite. Cette plateforme va motiver nos jeunes talents à produire et à présenter leur savoir-faire», enchaîne la source.

Un événement se tiendra le 31 mai au Canal Olympia Iarivo pour faire vivre aux jeunes talents une aventure inoubliable qui célèbre la créativité et l'innovation à Madagascar. «Notre objectif est de lancer une véritable révolution numérique à Madagascar», lancent les organisateurs.

Miami Toamasina : Un pôle d'attraction pour les touristes nationaux

Navalona R. |25 mai 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La partie Nord du projet Miami Toamasina sera incessamment ouverte au grand public, d'après l'annonce faite par la Commune Urbaine de Toamasina.

Ce projet présidentiel comprend plusieurs infrastructures. On peut citer, entre autres, une structure de protection de 800m le long de la côte, un jardin des amoureux, un skate park et un espace de sport en plein air. Il s'agit notamment d'un espace aménagé au bord de la mer de Toamasina servant d'un pôle d'attraction pour les touristes nationaux, outre la promotion des activités économiques dans la ville portuaire de l'Est de Madagascar.

En outre, le jet d'eau lumineux spectaculaire constitue un atout pour attirer les vacanciers à choisir cette destination Est.

Appel à manifestation d'intérêt

En outre, une esplanade d'une superficie de 15 000m² sera réservée aux manifestations artistiques et culturelles tandis que des kiosques coquillages et grands kiosques sont installés pour développer des activités économiques. Un village restauration comportant 150 kiosques y est en même temps créé pour accueillir entre autres les pizzerias, les glaciers, les snacks, les fast-foods. Un appel à manifestation d'intérêt a déjà été lancé pour sélectionner les futures entreprises qui vont exploiter ces kiosques. Ce n'est pas tout ! Des espaces de ventes sont dédiés aux marchands locaux.

2 millions de touristes

Par ailleurs, il a été approuvé en Conseil des ministres qu'une société d'exploitation, de gestion et de maintenance de cette nouvelle infrastructure dénommée Miami S.A sera mise en place avant l'ouverture officielle de ce pôle d'attraction pour les touristes nationaux. Une chose dont on est sûre, cet espace de loisirs et de divertissement, y compris la plage, attirent non seulement la population locale mais aussi les vacanciers provenant des diverses régions de Madagascar. Il est à noter qu'un potentiel de 2 millions de touristes nationaux est actuellement recensé.

Finances publiques : Une coupe budgétaire drastique en vue dans la LFR 2024

Antsa R | |25 mai 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Une coupe budgétaire aussi énorme pourrait conduire l'Etat à adopter une austérité forcée. Le second semestre de cette année s'annonce difficile pour les finances publiques de Madagascar. Le pays serait contraint – par les bailleurs de fonds – d'effectuer une coupe budgétaire de près de 50%, une mesure à intégrer dans la loi de finances rectificative.

Cette recommandation survient alors qu'une réunion du Conseil d'Administration du Fonds monétaire international (FMI) est prévue pour le 18 juin 2024. D'ici là, le Gouvernement malgache doit impérativement ajuster plusieurs indicateurs économiques pour répondre aux exigences de ses partenaires financiers. Cette réduction budgétaire, bien que nécessaire pour obtenir le soutien du FMI – dans la mise en œuvre de la Facilité élargie de crédit (FEC) – et par ricochet, d'autres institutions financières internationales, soulève des questions décisives sur la gestion des ressources publiques à Madagascar. Les subventions, notamment celles allouées à l'énergie et aux carburants, sont particulièrement critiquées. Ces subventions profitent principalement à une minorité, laissant la majorité de la population sans bénéfices tangibles. Les partenaires techniques et financiers de Madagascar recommandent de réorienter ces fonds vers des dépenses qui pourraient avoir des retombées positives sur le bien-être général de la population et stimuler la croissance du PIB.

Dépenses sous la loupe

La révision budgétaire implique une réévaluation rigoureuse des dépenses de l'État. Certaines dépenses sont jugées non prioritaires ou inefficaces, et des économies doivent être réalisées. Par exemple, la consommation excessive de carburant par les véhicules de fonction V8, souvent perçus comme des symboles de luxe et de

gaspillage, pourrait être réduite en optant pour des véhicules plus économiques. Cependant, l'État doit composer avec des dépenses incompressibles, telles que les salaires des fonctionnaires, qui représentent 24,43% des dépenses totales prévues dans la loi de finances initiale. Réduire ces dépenses sans affecter les services publics essentiels et sans provoquer de troubles sociaux est un défi de taille pour les autorités malgaches.

Gestion des ressources

Certes, la situation actuelle pousse le Gouvernement à adopter une politique de gestion des ressources plus stricte et plus efficace. Une meilleure allocation des ressources pourrait non seulement aider à respecter les conditionnalités mises en avant par le FMI, mais aussi améliorer la qualité de vie des citoyens. Cela pourrait inclure des investissements dans des secteurs générateurs de croissance et des initiatives de développement durable qui bénéficieraient à l'ensemble de la population. Le second semestre de 2024 marquera un tournant pour les finances publiques de Madagascar. Une coupe budgétaire aussi énorme est une mesure draconienne, mais potentiellement salvatrice, pour remettre sur les rails une économie fragilisée. Le Gouvernement devra faire preuve de prudence et d'innovation pour naviguer cette période d'austérité forcée, en veillant à minimiser les impacts négatifs sur les services publics et à maximiser les bénéfices pour la population. La capacité du pays à s'adapter à ces nouvelles contraintes budgétaires déterminera en grande partie son avenir économique et social à moyen et long terme.

Projet ODOF: Deux usines de jus de fruits à Toamasina II et Antalaha

Garry Fabrice Ranaivoson | 27 mai | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une unité industrielle de production de jus de fruits a été remise à Toamasina, samedi. Elle permettra d'ajouter de la valeur aux fruits dont regorgent les deux districts de Toamasina et la région Atsinanana.

La machine a une capacité de production de 1 000 litres de jus par heure. Il s'agit d'une unité de transformation de fruits en jus, destinée au district de Toamasina II. Elle a été remise samedi par Andry Rajoelina, président de la République.

"Toamasina II et plus largement la région Atsinanana produisent beaucoup de fruits. La transformation en jus augmentera leur valeur ajoutée. Elle permettra aussi d'éviter que les excédents de production de fruits non exportés ou non écoulés sur le marché local deviennent juste des détritus", explique Jean Berchmans Belalahy, directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce pour la région Atsinanana.

Le letchi, l'ananas et des agrumes sont parmi les fruits qui seront transformés dans cette unité industrielle. Elle permet aussi de valoriser des sous-produits. Les pulpes et les graines pourront être transformées en produits de nettoyage, en produits cosmétiques ou en produits pharmaceutiques. Les écorces seront quant à elles transformées en huile essentielle d'agrumes et en confiseries.

L'unité industrielle remise à Toamasina, samedi, fait partie du programme "One District, One Factory" (ODOF), mis en œuvre par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Un des objectifs est de transformer localement les produits locaux afin d'augmenter leur valeur ajoutée. Il s'agit aussi de contribuer à l'objectif d'industrialiser Madagascar et de produire localement tout ce dont le pays a besoin. Industrialisation rime aussi avec création d'emplois.

Haute qualité

"Nous allons produire localement tout ce dont le pays a besoin", affirme le président de la République, qui a procédé à la remise de deux unités industrielles à Toamasina, samedi. Avant Toamasina, le président Rajoelina a également remis une unité de transformation de fruits dans le district d'Antalaha.

"La terre d'Antalaha est riche de produits qui doivent profiter à ses habitants. Chaque producteur, chaque travailleur mérite de vivre de son travail. C'est le rôle de cette usine du programme ODOF. L'agriculteur travaille, l'usine transforme selon les normes requises du marché. La chaîne de valeurs se met en place et chacun jouit des fruits de son labeur", argumente ainsi le président de la République sur son compte Instagram.

Outre l'usine de production de jus de fruits, une unité de production de savon a également été remise, samedi. Elle est destinée au district de Toamasina I. Sa capacité de production est de 100 à 200 kilos de savon par heure. Selon sa fiche technique, elle produira du "savon de haute qualité", avec une teneur en matière grasse de 35% à 70%.

À entendre les explications du directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce, le marché local est le premier objectif du savon qui sera produit par cette unité industrielle. "La population en sera le premier bénéficiaire. Le savon est un produit de première nécessité (PPN). Lorsque l'offre est abondante, la loi du marché implique une baisse des prix. C'est le premier résultat que

nous attendons de cette usine", explique le responsable ministériel.
Comme l'indique le directeur régional Belalahy, la région Atsinanana, notamment le district de Toamasina I, "regorge de palmiers à huile". Il s'agit d'une des matières premières pour la production de savon. Les coopératives de producteurs sont également les bénéficiaires du programme ODOF. Ils sont les fournisseurs en matière première.

Startups issues des ODC : Investissements d'Orange Ventures et Digital Africa en vue

Antsa R. | 27 mai | MIDI MADAGASIKARA

Les startups du réseau Orange Digital Centers (ODC) ont affiché un succès important à Madagascar et au-delà de la Grande île. Les opportunités de développement se multiplient encore, grâce à un nouvel accord de partenariat signé lors du salon Vivatech. Cet accord, conclu entre Orange Ventures et Digital Africa, vise à renforcer et accélérer le soutien aux startups africaines. Fayçal Adlouni, Managing Partner d'Orange Ventures, et Grégoire de Padirac, CEO de Digital Africa, ont signé ce partenariat pour co-investir dans les startups issues du réseau ODC. Asma Ennaifer, directrice exécutive RSE, et communication du programme ODC pour l'Afrique et le Moyen-Orient, s'est réjouie de cette initiative, soulignant qu'elle consolide le partenariat stratégique avec Digital Africa conclu en juin 2023.

Soutien continu

Le réseau ODC, présent dans 17 pays d'Afrique et du Moyen-Orient et 8 pays en Europe, propose un écosystème complet pour les startups, offrant des programmes gratuits allant de la formation au numérique à l'incubation, l'accélération et l'investissement.

Le dispositif Fuzé permet de doubler les fonds engagés par Orange Ventures et Digital Africa, avec une instruction commune des dossiers et un financement conjoint. Au cours de la première année, 5 startups du réseau ODC ont reçu des financements jusqu'à 50 000 euros chacune grâce au programme Fuzé.

Parmi ces bénéficiaires figurent Clinihome, Koree et Colorfol au Cameroun, ainsi que Tolbi et Proboutik au Sénégal. Ces fonds leur ont permis de développer significativement leurs activités.Ce partenariat renforcé traduit la volonté d'Orange Ventures et de Digital Africa d'accélérer la croissance des startups africaines. Il promet de créer un environnement propice à la réussite des startups africaines, stimulant ainsi l'innovation et l'entrepreneuriat dans la région.

Prix Pierre Castel 2024: six projets sélectionnés pour la finale

Arh. | 27 mai 2024 | LES NOUVELLES

Suite à l'appel à projet lancé en mars, plus de 200 dossiers ont été soumis, dont 45 jugés éligibles pour l'édition 2024 du Prix Pierre Castel.

Mais après délibération, le jury a retenu six projets pour la grande finale. A citer Gasy Explorer (Ikongo) qui œuvre dans la transformation des bananes en farine infantile, Bio Source Farm (BSF – Atsinanana), collecte des déchets organiques afin de les convertir en engrais organiques. LAE (Analamanga) – produit de farine de blé complète, Coopérative Tanamasoandro (Fitovinany), de riz instantané naturel. Zoahary Baobab (Atsimo Andrefana), transforme et commercialise de produits à base de baobab. Et, Moli Company (Analamanga) produit de café haut de gamme, également lauréat de la précédente édition.
Le jury, composé de personnalités influentes telles que Marc Pozmentier, directeur général de la Star et Daniel Couderc, directeur de l'usine Malto, a évalué chaque dossier en se basant sur l'impact socioéconomique des projets. Le panel comprenait également Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar (Sim), Zo Mihasoa Randrianarisoa, chef de service d'Appui à la professionnalisation des producteurs et à l'entrepreneuriat agricoles, Josielle Rafidy, directrice de l'Economic development board of Madagascar (EDBM), et Mino Andriamijoro, conseiller à la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA).
A la fin du mois de mai, les membres du jury visiteront les sites des projets sélectionnés pour évaluer les activités sur le terrain. Ensuite, chaque porteur présentera oralement son initiative devant le jury local. Cette audition déterminera le classement final et désignera les deux projets qui s'affronteront devant le grand jury du Fonds Castel, dans l'objectif de bénéficier du financement.

Promotion du tourisme: Nouer des partenariats pour atteindre les objectifs

Luc Andriniaina | 27 mai 2024 | LES NOUVELLES

Les partenariats se multiplient pour atteindre l'objectif d'un million de touristes d'ici 2028. Sous le patronage du ministère du Tourisme et de l'artisanat, l'office régional du tourisme de Nosy Be, le Ravinala Airports et le Radisson Hotel Group vont collaborer pour promouvoir la destination Madagascar, surtout Antananarivo et Nosy Be, sur la scène internationale. L'initiative a été présentée à l'hôtel Radisson Blu Tanà Waterfront, samedi.

Augmenter la notoriété de Nosy Be à l'échelle mondiale, passe par la dessaisonalisation du tourisme à Nosy Be et prochainement dans tout Madagascar, avec la multiplication des offres touristiques. «Montrer que nous pouvons accueillir le monde à Madagascar avec un sens du service et de l'accueil malgache, aux standards internationaux», a déclaré Julien Coffinier, directeur général de Ravinala Airports.«La dessaisonalisation consiste à maintenir l'arrivée de touristes tout au long de l'année au même niveau que les mois de juin, juillet et août», selon le directeur général.

En ce moment, une douzaine de compagnies desservent Madagascar. «Nous sommes confiants quant à la capacité du pays à faire venir un nombre suffisant de compagnies internationales pour atteindre un million de touristes en 2028» a rajouté Julien Coffinier.

Onze influenceurs de renom

Dans le cadre de ce partenariat, 11 influenceurs de renom dont 10 européens vont voyager à travers le pays du 25 au 31 mai, pour explorer et promouvoir la destination Madagascar.

«On vise un vaste marché. Le nombre total des abonnés est d'environ 4 millions, tous réseaux confondus, mais l'impact sera encore plus important au niveau mondial puisque chaque abonné pourrait partager et toucher d'autres cibles», selon les explications des organisateurs.

Evénement économique : la 18e édition du Fim couronnée de succès

Arh.| 27 mai 2024 | LES NOUVELLES

La 18e édition de la Foire internationale de Madagascar (Fim), a pris fin sur une note résolument positive et optimiste, hier au Parc des Expositions Forello Expo Tanjombato. Une fois de plus, la Fim s'est affirmée comme la première plateforme économique régionale.

280 exposants et près de 400 stands sur une superficie de 12.000 m² au Parc des Expositions Forello Expo Tanjombato, la Fim s'est imposée comme une plateforme incontournable pour la promotion du «Made in Madagascar», tout en restant ouverte aux échanges internationaux. Après quatre jours bien chargés, les entreprises participantes, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes, ont exprimé leur satisfaction. Pour elles, cette foire a été des opportunités pour promouvoir leurs produits et services, dans un contexte de relance économique à Madagascar.

Les conférences, tables rondes et animations diverses au programme jeudi, ont enrichi l'événement. La Fim a mis l'accent sur l'éco-responsabilité, encourageant les exposants et les opérateurs économiques à intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement, dans le développement de leurs produits.

L'agence organisatrice, Forello Expo, via sa responsable communication, Athéna Tselany, a souligné «l'amélioration continue de la qualité des offres proposées par les exposants». La directrice de Forello Expo, Laélia Monloup, a rappelé l'importance de la Fim dans le développement économique de Madagascar. «Cette édition incarne la vitalité et l'ambition de Madagascar sur la scène internationale», a-t-elle déclaré tout en mettant en avant l'esprit entrepreneurial et innovant des participants.

Des partenariats renforcés avec l'île Maurice

L'île Maurice, invitée d'honneur de cette édition, a marqué de sa présence avec 18 entreprises représentant divers secteurs tels que la manufacture, les technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'éducation et la formation. Cette participation renforce les liens économiques et les partenariats régionaux, illustrant l'ouverture de Madagascar à ses voisins de l'océan Indien.

En somme, la Fim 2024 a confirmé son rôle essentiel dans le paysage économique régional, célébrant l'excellence et l'efficience des entreprises malgaches, tout en favorisant des pratiques durables et responsables. Cette édition a non seulement été un succès en termes de participation et de fréquentation, mais également posé les bases d'un avenir commercial prometteur et diversifié pour l'économie de Madagascar.

Marché international: Des acheteurs canadiens et sud-africains en prospection

Itamara Randriamamonjy | 28 mai 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les missions économiques et commerciales au Canada et ailleurs portent leurs fruits. Huit acheteurs canadiens et sud-africains sont actuellement en mission. Ils viennent pour discuter affaires avec des opérateurs locaux.

Des partenariats en perspective. Huit acheteurs canadiens et sud-africains sont actuellement à Madagascar pour discuter business avec des entreprises locales. Pendant deux jours, ils seront en contact avec les opérateurs économiques des principales filières d'exportation du pays. Depuis hier, ils ont entamé des tables rondes et des visites auprès des opérateurs et entreprises sélectionnés par la Chambre de Commerce et d'Industrie. Ainsi, quarante opérateurs des secteurs de la vanille, du girofle, des huiles essentielles, des grains, etc., pourront discuter avec ces acheteurs des partenariats qu'ils pourront développer à l'issue de ces deux jours de réunion. «

Pour ces acheteurs, l'objectif est de faire entrer les produits des opérateurs malgaches sur le marché canadien et américain. Le but de ces rencontres est de renforcer les liens commerciaux entre les opérateurs malgaches et étrangers pour aider les produits locaux à s'améliorer et à pénétrer le marché canadien et étranger en général », confirme Isidore Razafindrakoto, directeur général du Commerce auprès du ministère de tutelle. Près de 80% de ces entreprises malgaches sont gérées par des femmes. Un coup de pouce à l'entrepreneuriat féminin.

Rencontres B2B

En tout cas, c'est une bonne nouvelle pour les produits locaux, qui doivent se placer dans différents marchés du monde.

Toujours selon les explications du responsable, « au bout des deux jours de discussions et de réseautage, nous pourrons savoir quels opérateurs et acheteurs auront conclu des contrats, ainsi que les montants approximatifs de ceux-ci. Les acheteurs ne sont plus en phase de prospection », indique-t-on. L'arrivée de ces acheteurs internationaux n'est pas fortuite. C'est une suite logique aux missions économiques menées par les entreprises malgaches au Canada. La cinquième édition de la MECC s'est terminée le 20 mai dernier. « Depuis cinq ans, nous avons organisé des missions économiques et commerciales au Canada. Nos opérateurs y ont présenté leurs produits. Cette fois-ci, avec l'appui du bureau de facilitation des échanges, ce sont maintenant les acheteurs canadiens et sud-africains qui viennent à nous », explique le directeur général du commerce.

Il y aura des rencontres B2B, avec comme objectif principal la conclusion de contrats entre les opérateurs et acheteurs. Cette initiative est appuyée au niveau institutionnel par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Au cours de ce voyage d'affaires particulier, les acheteurs canadiens ont déjà effectué des visites auprès des entreprises de logistique, dans le but de voir les modalités de transport et de logistique en cas de signature de contrats avec les opérateurs locaux.

Usine de chips à Brickaville : Les bénéficiaires misent sur la qualité

Garry Fabrice Ranaivoson | 28 mai 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une unité industrielle de production de chips est installée à Brickaville. Outre la diversité du goût et de l'offre, le respect des normes de qualité est le maître-mot des bénéficiaires pour conquérir le marché.

La qualité. Voilà le mot d'ordre auquel s'en tiennent les bénéficiaires de l'unité industrielle de production de chips, installée à Brickaville. Une ligne de conduite bétonnée par Andry Rajoelina, président de la République, qui a visité le site de production hier.

"Nous devons nous imprégner de cette culture du respect des normes de qualité, de la rigueur dans notre travail. C'est la raison pour laquelle nous mettons en place ces unités industrielles", déclare le chef de l'État. Il reconnaît que, certes, les produits transformés de façon artisanale comme le Fintsa, une sorte de banane séchée au soleil, sont délicieux. Seulement, il est difficile de respecter les normes sanitaires avec la méthode de production empirique.

Comme il a été démontré hier, l'unité de production industrielle permet de respecter les normes de qualité et les exigences sanitaires requises par la grande distribution et le marché international. Le calibrage du produit est également respecté au millimètre près. Des chips uniformes,

tant par la dimension que par le goût, sortent de la ligne de production qui va de l'épluchage jusqu'au packaging.
Le locataire d'Iavoloha et sa suite ont même eu droit à une démonstration de la chaîne de production et à une séance de dégustation. Ce qui leur a permis d'apprécier par eux-mêmes le goût et la qualité du produit fini. "C'est un exemple de ce que nous qualifions de professionnalisation de la filière et de la production. Une démonstration concrète de notre appui aux agriculteurs. Ce que personne n'avait fait avant nous", se réjouit le président Rajoelina.
La ligne de production de chips, qui se trouve à la lisière de la ville de Brickaville, au bord de la Route nationale numéro 2 (RN2), en direction de Toamasina, est baptisée Bricka Chips 502. Elle est gérée par une coopérative de producteurs dénommée Tanjona Mamokatra. Sa mise en place entre dans le cadre du programme "One District, One Factory" (ODOF), mis en œuvre par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

Valeur ajoutée

L'unité industrielle de Brickaville a une capacité de production de 100 kilos de chips par heure. Les consommateurs ont le choix entre des chips de fruit à pain et de manioc. Les chips de banane font néanmoins la particularité de la maison. L'usine propose des chips à base de deux types de bananes, à savoir la banane plantain et la banane Batavia, qui est une variété locale. Le district de Brickaville produit jusqu'à 150 000 tonnes de bananes par an.
"Notre unité de production est opérationnelle. Nous sommes encore dans la phase d'essai, mais une fois que nous atteindrons notre vitesse de croisière, nous comptons aller à la conquête du marché local d'abord, puis espérons l'étendre à l'international", explique Christine Razafindrafara, présidente de la coopérative Tanjona Mamokatra. Elle ajoute que le ministère de l'Industrialisation et du Commerce appuie la coopérative dans la recherche de débouchés.

"Il y aura aussi le projet d'ouverture de la Maison de l'ODOF, à Antananarivo, qui devrait donner plus de visibilité à nos produits", indique Christine Razafindrafara. Pour se démarquer, Bricka Chips propose aussi une diversité de saveurs. Il y a des chips salés, sucrés et parfumés à la vanille ou à la cannelle, des chips pimentés ou encore assaisonnés avec des épices comme le massala et le poivre.
Andry Rajoelina rappelle que l'objectif du programme ODOF est de soutenir l'idée que "tout ce dont les Malgaches ont besoin doit être produit et transformé localement". Il s'agit aussi de dynamiser la production locale et l'entrepreneuriat. L'autre atout de la mise en place d'une unité de transformation industrielle est qu'elle permet de transformer la surproduction agricole, limitant ainsi les pertes pour les agriculteurs.
Le programme ODOF contribue également à améliorer les revenus des agriculteurs avec une hausse de la valeur ajoutée de leurs produits. "Avant, il y avait peu de considération pour nos fruits. Nous les vendions à bas prix à des collecteurs ou des personnes de passage. Les invendus étaient jetés. Avec cette usine, nos fruits ne pourriront plus sur place puisque nous pouvons les transformer en chips. Nous pouvons espérer en tirer un bon prix et ainsi améliorer nos revenus et notre condition de vie", se réjouit madame Siriaka, membre de la coopérative Tanjona Mamokatra.

Productivité agricole : L'accès aux engrais facilité

Itamara Randriamamonjy | 28 mai 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un secteur en pleine mutation. L'État et les producteurs d'engrais s'engagent désormais à épauler la production agricole. La signature d'une convention de partenariat entre le ministère de l'Agriculture, ainsi que trois sociétés de production d'engrais a été effectuée en fin de semaine. D'après Suzelin Ratohiarijaona, chef de ce département, l'État s'engage à promouvoir le secteur agricole et ce, par tous les moyens. «L'utilisation d'engrais est relativement faible pour la Grande île, en comparaison à d'autres pays africains. Pour pallier à ce manque, nous devons passer par une collaboration étroite avec le secteur privé. Nous allons ainsi travailler ensemble pour faciliter la fabrication d'engrais et augmenter son taux d'utilisation à l'hectare chez nos agriculteurs», a-t-il avancé vendredi, lors de la signature des partenariats avec les sociétés productrices d'engrais.
Il n'y a pas d'émergence agricole sans un secteur des engrais dynamique. D'où cette volonté du pays d'accélérer la cadence et impliquer davantage le secteur privé dans le processus. Les agriculteurs de la Grande île utilisent encore peu d'engrais.

Moindre prix

Le niveau d'utilisation d'engrais chimique par hectare est l'un des plus faibles du continent avec 8,8 kg. Un volume trois fois inférieur à la moyenne du continent qui est de 26,4 kg. Le partenariat signé entre les deux parties répond aux ambitions fixées par la Politique Générale de l'État, en ravec l'autosuffisance alimentaire. Ce sont les paysans et agriculteurs qui seront les premiers concernés. Cette collaboration permettra aux exploitants agricoles d'accéder plus facilement aux engrais à moindre prix.

«C'est l'un des principaux objectifs poursuivis dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième grand pilier de la Politique Générale de l'État : l'industrialisation et la transformation économique», fait savoir le ministère de l'Agriculture. Après un premier mémorandum d'entente en avril, ce partenariat est un premier pas dans la mise en place d'usines censées fabriquer des engrais. C'est la stratégie établie pour booster la production agricole. La production annuelle d'engrais s'est établie en moyenne à 21 000 tonnes par an, depuis ces six dernières années. Pour soutenir la croissance du secteur agricole dans les prochaines années, le pays se doit d'épauler dans un premier temps ses fabricants d'intrants. Plusieurs soutiens ont été glanés par le secteur des engrais avec, par exemple, la participation du gouvernement japonais qui a appuyé le défi lancé par l'État d'augmenter le rendement rizicole. Ainsi, à travers des programmes comme le projet Papriz 3, les paysans ont vu leur rendement augmenter de 5 à 6 tonnes par hectare, via l'utilisation de nouvelles techniques et des intrants agricoles.

Transition énergétique : Un parc solaire à Ambatondrazaka

Itamara Randriamamonjy | 28 mai 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une centrale hybride a été remise hier à Ambohimandroso. C'était à l'occasion du déplacement présidentiel à Ambatondrazaka. Fonctionnant principalement à l'énergie solaire, elle est également complétée par des sources d'énergie thermique et hydraulique, avec une puissance installée de 1 mégawatt. Grâce à ses 3 240 panneaux solaires, cette centrale permettra de réaliser des économies significatives de carburant. Le président de la République, Andry Rajoelina, a mis l'accent sur le développement local apporté par ce projet à la population d'Ambohimandroso. Une solution pour pallier le manque d'électricité. « Avec ce parc solaire, nous utiliserons moins de gasoil, ce qui éliminera les coupures d'électricité à Ambohimandroso et Ambatondrazaka », a affirmé le locataire d'Iavoloha dans son discours face à la population de la commune. « Le développement toque à votre porte », a-t-il soutenu.

Selon le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, une fois mis en fonction, ce parc solaire permettra « d'économiser 1 500 à 2 000 litres de gasoil par jour. À une échelle plus large, cela permettra de se passer de 700 000 litres de carburant par an, permettant ainsi d'économiser dans les trois milliards d'ariary », a-t-il soutenu hier, devant les habitants de la commune d'Ambohimandroso.

Commerce : La relance de l'exportation de bananes à l'étude

Garry Fabrice Ranaivoson | 28 mai 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une opération de relance. C'est ce que l'État compte entreprendre concernant la filière d'exportation de bananes. En déplacement à Brickaville hier, Andry Rajoelina, président de la République, a indiqué que le sujet sera discuté lors du prochain conseil des ministres.

Lors de la remise de l'unité industrielle de production de chips à Brickaville hier, le locataire d'Iavoloha a néanmoins esquissé une idée de ce que l'État pourrait entreprendre pour relancer l'exportation de bananes. D'abord, le site pilote sera le district de Brickaville et ses environs. Cette circonscription est celle qui produit le plus de bananes dans le pays, avec 150 000 tonnes par an.

Comme l'a rappelé le chef de l'État, l'exportation de bananes était l'une des principales activités économiques à Brickaville du temps de feu Didier Ratsiraka, ancien président de la République. Une maladie touchant le fruit a cependant mis à mal la filière. Elle ne s'en est pas relevée jusqu'ici. Aussi, selon Andry Rajoelina, l'État compte-t-il à nouveau encourager les agriculteurs à reprendre la plantation de bananes.

Dans cette idée de relance de la filière d'exportation de bananes, l'État veut s'appliquer à renforcer l'accessibilité des terres agricoles aux paysans, ainsi qu'à faciliter l'augmentation des surfaces de plantations de bananes. Pour optimiser la production, "nous allons collaborer avec le Fofifa [Centre national de recherche appliquée au développement rural] afin d'identifier les meilleurs plants de banane", ajoute le locataire d'Iavoloha.

Madagascar Oil : « Nous comptons faire à Madagascar ce que nous avons réussi ailleurs » dixit Al Njoo, PDG de Benchmark Group

Recueillis par R.Edmond | 28 mai 2024 | MIDI MADAGASIKARA

« Nous sommes ouverts à de nouvelles discussions avec la Jirama, nous espérons vraiment que nos préoccupations lors des précédentes négociations soient résolues » selon Al Njoo, le PDG de Benchmark Group.

Al Njoo est PDG de Benchmark Group, l'actionnaire principal de Madagascar Oil, qui est confrontée ces derniers temps à des conflits judiciaires, bien que la restructuration financière de l'entreprise ait pu être achevée. Ce membre actif de l'organisation internationale Energy Council revient sur les récents sujets chauds. Entretien.

Madagascar Oil dit avoir achevé sa restructuration financière, de quoi s'agit-il exactement ?

Au début de l'année 2023, le créancier de la maison-mère de Madagascar Oil a déposé un recours auprès du tribunal des Bermudes aux fins d'une restructuration financière. La première étape de la restructuration financière a été achevée au niveau de la maison-mère de Madagascar Oil aux îles Bermudes. La Cour a publié un arrêt en faveur de Benchmark Group le 2 avril 2024. D'ailleurs, nous croyons savoir qu'il n'y eut aucune autre offre. Nous nous réjouissons de sortir de cette phase de restructuration avec une santé financière plus forte et de pouvoir entreprendre au plus vite le développement de la réserve de Tsimiroro pour les bénéfices mutuels de notre société et de ceux de la population de Madagascar.

Est-il vrai que la société-mère de Madagascar Oil, enregistrée à Maurice, est en cours de liquidation ?

Ce qui a été repris dans la presse est incorrect. Après la décision de la Cour Suprême des Bermudes, le créancier qui a sollicité la restructuration financière aux Bermudes est allé déposer de nouveau la même requête à un tribunal de l'île Maurice et non pour une quelconque liquidation. Je rappelle que Madagascar Oil est une entreprise qui continue de fonctionner normalement, avec des revenus et un flux de trésorerie positif.

L'ancien DG, Scott Reid, réfute son remplacement, et porte l'affaire devant la justice…

L'Assemblée générale des actionnaires est moralement et juridiquement dotée du plein pouvoir pour remercier ou nommer de nouveaux dirigeants. La loi est claire là-dessus, le vote unanime des actionnaires est définitif et ne peut être contesté. Le 8 avril 2024, par un vote unanime, les actionnaires ont nommé deux nouveaux administrateurs généraux, en la personne de Willy Ranjatoelina et de Charlie Thurston. Tous deux ont une grande expérience du secteur extractif, Willy Ranjatoelina ayant travaillé un moment pour l'OMNIS et aussi dans le secteur privé tandis que Charlie Thurston est un ancien de la compagnie Chevron et a été dans l'équipe de gestion du projet Wafra, le plus grand projet d'exploitation de pétrole lourd au monde. Consécutivement à cela, le contrat de Scott Reid a été immédiatement résilié par l'agent de la Cour Suprême des Bermudes le 12 avril 2024. Cette décision de l'Assemblée Générale est dûment enregistrée auprès des autorités compétentes et mise en œuvre selon les dispositions de la loi sur les sociétés.

Il y a aussi cette histoire de vol présumé des affaires de l'ancien DG…

Toutes les affaires personnelles de M. Scott Reid sont dûment laissées dans son bureau qui est fermé à clé. Il s'agit d'une accusation à la fois infondée et folklorique, dans le seul but de nuire à Madagascar Oil en créant une incertitude préjudiciable.

Vous avez porté plainte contre Scott Reid pour détournement, une réponse du berger à la bergère ?

Afin de respecter les secrets de l'instruction, je n'ai pas de commentaires à faire sur ce sujet ; tout en sachant que la plainte déposée auprès du Pôle Anti-Corruption (PAC) est accompagnée de preuves détaillées et les investigations sont en cours.

Le ministre des Mines a rappelé qu'avant la Covid, vous auriez dû déjà produire 10 000 barils/jour, Pourquoi n'y êtes-vous pas parvenu ?

En vérité, les cours ont chuté significativement aussitôt après l'approbation du plan de développement qui aurait dû nous emmener vers ces objectifs de production. Pendant la majeure partie de la période 2014-2019, le prix du pétrole se situait entre 30 et 50 dollars, mettant en difficulté de nombreux opérateurs et banquiers, rendant difficile toute levée de fonds. Au moment du COVID, les cours étaient à 20 dollars, voire négatifs même. Il faut aussi souligner que nous avons présenté un plan conceptuel de développement pour une production de 10 000 barils par jour à l'OMNIS en 2014, et ce avant que l'ensemble des données et des tests ne soit disponible. Il ne s'agit donc pas du plan définitif intégrant toutes les données d'exploitation. Depuis, notre programme de travail annuel et notre budget ont été discutés et approuvés par l'OMNIS chaque année.

Benchmark Group est perçu souvent comme de simples spéculateurs…

Benchmark Group et ses investisseurs américains, sont des développeurs reconnus de pétrole lourd dans le monde entier et ayant déjà développé avec succès des projets d'envergure au Kazakhstan, en Azerbaïdjan et en Californie pour une valeur totale de plus de 4 milliards de dollars. Vous noterez que nous sommes engagés dans le projet de développement de Tsimiroro depuis plus de 12 ans maintenant. Benchmark Group est un développeur de projets et nous escomptons faire aussi à Madagascar ce que nous avons réussi ailleurs dans un esprit de bénéfices mutuels, il n'y a point de place pour l'hésitation là-dessus. Dans cet esprit, nous avons établi dans le passé une coopération entre l'Université Trisakti en Indonésie et l'Ecole Polytechnique d'Antananarivo dans une vision de développement de la capacité technique locale et de transfert de savoir-faire aux futurs ingénieurs pétroliers Malagasy.
Sans oublier l'affaire Apollo 21…
Je crois que les tribunaux se sont définitivement prononcés sur ce sujet et ont rétabli clairement les faits. Il est évident qu'une société privée n'a pas à s'immiscer et ne peut s'immiscer dans les affaires politiques de Madagascar. Ce n'est nullement sa raison d'être et d'ailleurs je ne crois pas qu'un investisseur y trouverait son intérêt. Benchmark Group est en activité depuis 35 ans dans le monde, nous n'avons aucun passé sur une quelconque interférence dans la politique. Le fait d'être cité malencontreusement dans cette affaire a causé beaucoup de torts à Madagascar Oil bien au-delà de ce que nous pensons. Malheureusement, elle a augmenté la perception des incertitudes sur l'exploitation de Tsimiroro bien que les tribunaux aient établi sans équivoque que Madagascar Oil n'y était vraiment pour rien.

Vous mentionnez, dans vos communications, les débuts de négociations avec les banques d'investissement, qu'en est-il réellement ?

En réalité, nous avons eu des discussions pendant de nombreuses années avec les principales banques londoniennes du secteur pétrolier. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle nous déplorons vivement ces tentatives récentes de déstabilisation de Madagascar Oil, elles créent inutilement des perceptions d'incertitude qui pourraient compliquer les négociations futures avec ces banques et ce, en sus du risque-pays. Heureusement, les banques d'investissement demeurent ouvertes à la coopération, notamment sur la base de notre réputation.Nous espérons engager dès que possible ces négociations afin que la production d'huile lourde à Tsimiroro puisse reprendre dans un délai raisonnable et ce, dans l'intérêt mutuel de Madagascar Oil et de la population de Madagascar. Nous savons combien cette huile lourde de Tsimiroro est importante pour la prospérité de Madagascar et de sa politique énergétique.

Dernier point, la JIRAMA profiterait bien de l'huile lourde de Tsimiroro, pourquoi ne l'approvisionnez-vous pas ?

Nous avons essayé d'établir un contrat qui permettrait de vendre l'huile lourde de Tsimiroro à la JIRAMA à plusieurs occasions mais sans succès. Et cela, entre autres, à cause du délai de paiement trop élevé qu'elle demande. Notre offre était pourtant en deçà des coûts de l'huile lourde importée. Vous aurez noté que nous fournissons depuis longtemps au secteur privé suivant des termes commerciaux normaux. Nous sommes ouverts à de nouvelles discussions avec la JIRAMA, nous espérons vraiment que nos préoccupations lors des précédentes négociations soient résolues. Encore une fois, nous savons pertinemment l'importance de la conclusion de cette discussion pour la politique énergétique de Madagascar.

MNDPT : Possibles sanctions pour les opérateurs qui ne baissent pas les tarifs d'Internet

R.Edmond. | 30 mai 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Tahina Razafindramalo relève le défi d'un secteur numérique à la fois ambitieux et structuré.

Priorité aux utilisateurs.

Le ministère du Développement numérique des Postes et des Télécommunications (MNDPT) privilégie les intérêts des usagers aussi bien professionnels que particuliers dans le secteur des télécommunications.
Raison pour laquelle, ce département fait preuve de fermeté, dans l'application des dispositions réglementaires et des mesures prises, notamment dans le domaine de l'Internet dont la facilitation de l'accessibilité figure parmi les défis à relever.

Anomalie

Le MNDPT s'attelle actuellement à prendre des dispositions tenant vers la réduction des coûts d'Internet. On rappelle qu'en novembre dernier, le gouvernement a adopté un décret fixant un prix plancher de 0,96 dollar le gigaoctet d'internet mobile. Une disposition qui visait principalement l'utilisation des réseaux sociaux, mais qui, au final, et contrairement à ce qui était convenu, a été appliquée, aux gros volumes de consommation ; avec ce que cela a supposé de hausse des tarifs. Une anomalie qui a incité le gouvernement à lever le prix plancher en supprimant le décret, un mois après sa mise en vigueur. Une décision qui a été accueillie favorablement par les utilisateurs, puisqu'elle était censée réduire les tarifs de connexion. Ce qui n'a, malheureusement pas, été le cas puisque les opérateurs n'ont pas réduit les prix. Face à cette situation et pour remettre les choses dans leur contexte, le MNDPT envisage de prendre des mesures pour sanctionner les opérateurs, si ces derniers ne baissent pas les tarifs d'Internet. Parmi ces mesures qu'il

a annoncées avant-hier, en marge de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, le ministre Tahina Razafindramalo a cité, entre autres dispositions, la mise en place d'un prix plafond ou encore l'application de pénalités à l'encontre des opérateurs qui ne se décident pas à réviser leur prix à la baisse. Des mesures qui auront, en tout cas, le mérite de réaliser l'objectif de baisse des prix tant souhaitée par les utilisateurs.

Vision.

Sur ce point, d'ailleurs, le ministre Tahina Razafindramalo a rappelé que l'objectif est de mettre en place un coût raisonnable aussi bien pour les opérateurs en télécommunications que pour les usagers. « Notre principale mission est de veiller aux intérêts des citoyens et de préserver leur pouvoir d'achat », a-t-il indiqué La célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société d'information était également l'occasion a pour le ministre de rappeler que la vision du président de la République Andry Rajoelina de faire du numérique un moteur d'inclusion mais également de croissance pour l'ensemble de la population malgache. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le MNDPT a mis en œuvre le Plan Stratégique du Numérique 2023-2028 qui découle du programme Général de l'Etat et qui démontre la volonté des autorités de parvenir à un développement d'un numérique à la fois ambitieux et structuré. Et ce, avec des avancées et des résultats positifs palpables comme la libéralisation historique des télécommunications marquée notamment par l'octroi de la licence globale à un autre opérateur. Le ministère a également instauré le principe de la neutralité du net qui constitue la clé pour le développement d'un internet plus juste et qui garantit aux citoyens un accès équitable aux informations publiées sur internet. Enfin, et non des moindres, le MNDPT n'a jamais cessé de prendre des initiatives pour réduire le coût d'internet mobile permettant aux familles d'accéder à l'information, à l'éducation et aux services publics en ligne à des prix abordables. Il reste maintenant à rendre plus accessibles les appareils et terminaux connectés. Un autre défi.

70% des Malgaches n'ont pas accès aux Smartphones: les opérateurs des télécoms proposent des « mesures courageuses »

ARH. |30 MAI 2024 | LES NOUVELLES

Les taxes et contributions du secteur des télécommunications à Madagascar, représentent 8 et 10 % des revenus publics dans un contexte où l'utilisation des smartphones demeure relativement faible. C'est à la fois un défi et une opportunité pour les opérateurs et l'Etat, selon le Groupement des Télécommunications de Madagascar (GTM).

Lors de la Journée mondiale des télécommunications et de la société d'information, célébrée à le 28 mai sous le thème : « L'innovation numérique au service du développement durable », le président du GTM, Frédéric Debord, a révélé que « le taux de pénétration des smartphones à Madagascar, n'était que de 31 %, un chiffre encore plus bas dans les zones rurales, selon une étude réalisée en mai 2023 ». Autrement dit, environ 70 % des Malgaches n'ont pas encore accès à un smartphone. Le prix trop élevé des appareils, est le principal obstacle.

Le GTM entend inverser cette tendance. Frédéric Debord a plaidé en faveur de la mise en place de politiques visant « à réduire les taxes sur les smartphones afin de les rendre plus abordables pour la population ». Cela pourrait impliquer une réduction temporaire des droits de douane et une TVA à 0 % sur ces appareils, actuellement considérées comme des produits de luxe avec un droit d'accise de 8 %.

Le GTM estime également que « le subventionnement des smartphones de gamme permet aux populations les plus défavorisées d'accéder à cette technologie essentielle ». En parallèle, des programmes de formation devraient être développés pour « renforcer les compétences numériques des citoyens », notamment en matière d'utilisation des smartphones et des applications.

Elargir la couverture internet

« En accélérant la pénétration des smartphones à Madagascar, l'accès à l'internet se généralisera plus rapidement, permettant ainsi aux opérateurs de télécommunications d'élargir la couverture internet », a affirmé le président du GTM.

D'après le GTM regroupant les cinq opérateurs télécoms majeurs de Madagascar (Airtel, Telma, Orange, Blueline GulfSat et Starlink), il reste encore beaucoup à faire pour accélérer le développement du secteur.

Le ministre du développement Numérique, de la transformation Digitale, des Postes et des Télécommunication (MNDPT), Tahina Razafindramalo, a rassuré les opérateurs que des réformes fiscales sur les produits de télécoms, allant dans ce sens, seront mises en œuvre.

Selon lui, « ces produits ne devraient pas être traités comme des biens de luxe ou des produits nocifs tels que l'alcool ou le tabac ». L'objectif est de faire des télécommunications un « produit de première nécessité ». Un avis partagé par le secteur privé et le secteur public.

Instat: 47,4% des cadres formés dans les écoles

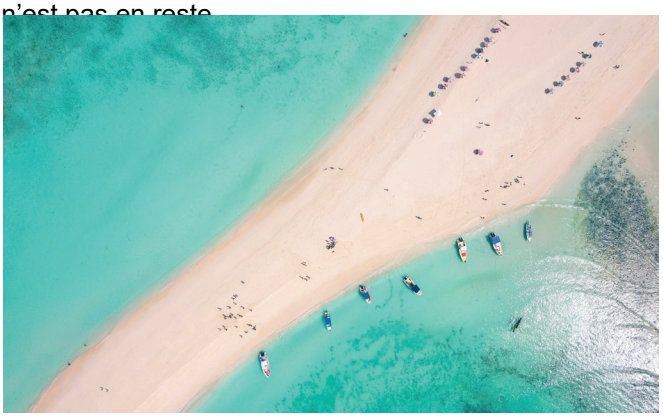
Luc Andriniaina |30 mai 2024 | LES NOUVELLES

Les cadres formés dans les écoles de statistique représentent 47,4% des effectifs du personnel technique de production de l'Institut national de la statistique (Instat).
« Le système statistique national dans sa globalité, demeure confronté à l'insuffisance des ressources humaines, tant en nombre qu'en compétences » déplore l'Instat dans la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) 2023-2030. Ce manque de personnel qualifié constitue un sérieux handicap pour la production des données statistiques fiables.
Plus d'un quart, soit 27,6%, des cadres de l'Instat ne sont pas issus d'écoles de statistique, principalement d'économistes, d'informaticiens et d'autres profils. Au total, 74,9% du personnel technique de production n'ont pas reçu de formation statistique formelle. L'Instat qualifie cette situation de "déficit".

Tourisme: la destination Madagascar fait appel aux influenceurs

Luc Andrinaina | 30 mai 2024 | LES NOUVELLES

Les flux et afflux touristiques, notamment le nombre d'arrivées, servent d'unité de mesure pour déterminer le niveau de compétitivité du secteur. Et pour augmenter davantage le nombre de touristes enregistrés, plusieurs pays font appel aux influenceurs de voyage, considérés comme des promoteurs clés des destinations phares. Et Madagascar n'est pas en reste.



Actuellement, 11 influenceurs internationaux, « créateurs de contenus », invités spécialement par l'office régional du tourisme de Nosy Be (ORTNB), partent à la découverte de Nosy Be, après une virée touristique très authentique, dans la ville des Mille. Tout au long de leurs voyages, ils prennent des belles photos, réalisent des vidéos et vont aller à la rencontre de la population pour s'imprégner de la culture locale. L'objectif est de faire la promotion de la richesse et la beauté de l'île aux parfums, auprès de leurs abonnés qui se comptent par milliers sur leur site respectif.
Cette initiative témoigne la volonté de l'ORTNB, de contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé à 1 million de touristes d'ici 2028. « Des résultats prometteurs seront attendus d'ici le début de l'année prochaine» selon les déclarations de l'ORTNB. En un mot, cette campagne d'influence pourrait booster le nombre des arrivées touristiques dans la Grande île.
Depuis le mois d'avril, on recense plus de 85.000 passagers, selon la revue mensuelle du trafic passager établie par l'aviation civile de Madagascar (ACM). Par rapport à la même période de l'année dernière, une hausse de 17% est observée et comparé au chiffre du mois de mars de cette année, la hausse est plus de 16%. Malgré cette tendance croissante, l'année 2019 reste une référence avec 252.292 passagers.

Promotion de l'emploi : un nouveau Plan d'action en gestation

T.N |30 mai 2024 | LES NOUVELLES

Dans le cadre de la mise en œuvre du premier pilier de développement du président de la République, à savoir le« Capital humain », le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique (MTEFoP), s'active pour l'élaboration d'un nouveau plan d'action sur la promotion de l'emploi, pour les années 2024-2030.

Dans son discours, lors de l'ouverture d'un atelier axé sur la « Concertation pour la synergie des actions entrant dans le cadre de la promotion de l'emploi à Madagascar », organisé par la Direction générale de la promotion de l'emploi (DGPE), la ministre du MTEFoP, Hanitra Fitiavana Razakaboana, lance un appel à la responsabilité de tous les acteurs face à la problématique de l'emploi.
Selon les statistiques, près de 1.500.000 jeunes par an, qui arrivent sur le marché du travai, ont du mal à trouver un premier emploi. Du coup, bon nombre d'entre eux viennent grossir les rangs des chômeurs.
Dans la plupart des cas, soit ils ne répondent pas au profil requis, soit ils rencontrent de sérieuses difficultés en matière d'insertion professionnelle faute de méthodologies ou de pratiques appropriées. Des solutions fiables et

viables sont alors nécessaires pour réduire le chômage et permettre aux jeunes de trouver des emplois.
Dans le même ordre d'idées, l'Office National de l'Emploi et de la Formation (Onef), avec la collaboration des partenaires habituels tels que l'Organisation internationale du Travail (OIT) et autres parties prenantes tels que le patronat et les représentants des travailleurs, vient de publier officiellement son « Etude sur l'identification des opportunités de travail à Madagascar et perspectives des besoins en compétences du secteur privé ».
A l'issue de cet atelier, les différents acteurs sont unanimes sur le fait de devoir élaborer un nouveau Plan d'action national pour promouvoir l'emploi.

Rasoloarimanga Lalanirina, gérante et fondateur de Mi-arina: "Notre objectif est de dominer le marché !"

Tiana Ramanoelina | 31 mai 2024 | LES NOUVELLES

Dans un contexte mondial de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique, le charbon, longtemps considéré comme un combustible polluant, est en pleine métamorphose. La filière du charbon écologique émerge comme une alternative prometteuse, alliant performance énergétique et réduction des émissions de CO2. Nous avons rencontré la gérante de Mi-arina, pour discuter des dynamiques actuelles du marché, des défis technologiques et des opportunités de développement de cette filière innovante. Elle explique comment le charbon écologique se positionne comme un acteur clé de la transition énergétique.

D'où l'idée de produire du charbon écologique vous est-elle venue ?

Cela fait quatre que la société a été formalisée. Mes parents sont ruraux et ils ont commercialisé du bois de chauffe et du charbon de bois du côté de Manjakandriana. Au fil du temps, la forêt se raréfie. Nous nous sommes demandés que faire face à cela et la réponse nous est venue : le charbon écologique. Cela se fait déjà à l'étranger. Nous avons notre usine à Manjakandriana.

Qu'est-ce qui caractérise vos produits ?

Nous privilégions les déchets biodégradables venant des entreprises, ou des débris végétaux par exemple, que l'on transforme en carbone grâce au broyage, on y ajoute d'autres matières et le tout va être malaxé, puis transformé en briquettes. On procède enfin au séchage.

Où vous approvisionnez-vous en matières premières ?

A Antananarivo, pour collecter les débris de charbon, on collabore avec une association : des femmes vulnérables se chargent de la collecte et nous achetons. Dans les campagnes, nous travaillons avec les ruraux pour collecter et carboniser les débris végétaux que nous achetons également.

Tout le matériel nécessaire à la production est-il disponible à Madagascar ?

Certaines machines sont fabriquées à Madagascar mais ne durent pas longtemps et ne permettent de produire qu'environ 600 kilos par jour. Nous en importons également en précisant nos besoins à travers une fiche technique, en l'occurrence des engins capables de produire 6 à 8 tonnes par jour.Comment le marché se porte-t-il ?

Notre entreprise est membre de Madagascar Clean Cooking Initiative. Le marché est très florissant et nous ne parvenons pas encore à répondre à toute la demande. La plupart de nos clients sont des grandes entreprises, des producteurs d'huiles essentielles ou des gargotes. On se rend compte que tout le monde est conscient qu'il faut basculer peu à peu vers l'énergie responsable. Nous collaborons avec le ministère de l'Environnement et du développement durable pour sensibiliser les ménages à l'utilisation du charbon écologique. Le but de se rassembler entre nous, fabricants de charbons écologique, est de dominer le marché, pour faire en sorte qu'à terme, la moitié du charbon utilisé par les ménages à Madagascar soient écologiques.

Quels sont les avantages de ce charbon écologique, par rapport au charbon de bois ?

Le charbon écologique est 40% moins cher et contribue à protéger l'environnement en préservant de la déforestation abusive. Il émet très peu de gaz carbonique, étant donné que c'est un produit recyclé. Et surtout, la chaîne de valeur crée de l'emploi.

Justement, avec combien de personnes votre entreprise collabore-t-elle ?

A Manjakandriana, nous travaillons avec une cinquantaine de foyers sur la partie recyclage des déchets. L'administration de l'entreprise emploie environ 10 personnes et, à côté, il y a également les revendeurs et les livreurs.

Matières premières: Madagascar reste dépendant des importations

ARH. | 31 MAI 2024 | | LES NOUVELLES

Au cours du premier trimestre 2024, les importations de matières premières, ont atteint 1.029,2 milliards d'ariary. Cette forte dépendance se répercute sur l'économie et la balance commerciale.

Selon les données de l'administration douanière, les importations d'énergie s'élèvent à 972 milliards d'ariary, celles des équipements à 812,7 milliards d'ariary et des produits alimentaires à 651,5 milliards d'ariary. D'autres biens ont été aussi importés pour un montant total de 1.065,5 milliards d'Ariary.

Le mois de février a enregistré la valeur d'importation la plus élevée du trimestre, d'un montant de 1.680,5 milliards d'ariary. Cette hausse est significative dans le contexte économique actuel et montre une forte dépendance aux importations, pour répondre aux besoins locaux.

Les pays asiatiques dominent largement les importations à Madagascar, représentant une part importante des échanges commerciaux. Le Moyen-Orient fournit environ 25 % des importations totales, suivi par la Grande Chine avec 23 % et l'Inde-Pakistan avec 11 %. L'Union Européenne reste un partenaire commercial clé avec 18 % des importations. Cependant, les échanges avec d'autres blocs géoéconomiques demeurent limités.

Salon ITM et IHM: tout est fin prêt

LUC ANDRINIAINA | 31 MAI 2024 | LES NOUVELLES

Les préparatifs sont terminés pour accueillir la 10e édition de l'International Tourism Fair (ITM) et la 1ère édition de l'International Handicraft Madagascar (IHM), du 20 au 23 juin au CCI Ivato. « C'est une édition exceptionnelle, tout est fin prêt», selon le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Joël Randriamandranto, hier.

«La totalité des 300 stands réservés pour le tourisme et les 100 stands pour l'artisanat, ont déjà été tous vendus, il y a quelques semaines » indique-t-on. Même les thèmes des conférences sont déjà ficelés que ce soit pour l'artisanat ou le tourisme.

Présentée officiellement à cette occasion, la Cote d'Ivoire sera le pays invité d'honneur de cette édition qui « est un pays de diversité culturelle, nous avons beaucoup à apporter en ce qui concerne toute notre culture et tout notre dynamisme économique » a indiqué Roger Dago, du consul honoraire de la Côte d'Ivoire. De plus, la journée d'hier a également été marquée par une cérémonie de la deuxième partie des signatures de conventions de partenariat avec les salons ITM et IHM.

Entre autres, ce salon sera un carrefour pour les entrepreneurs et acteurs dans le domaine du tourisme et de l'artisanat. Des agences étrangères qui promeuvent la destination Madagascar et des importateurs de produits artisanaux malgaches y sont également invitées.

Liaison aérienne

Le tourisme et le transport aérien vont de pair. « Nous travaillons sans relâche pour garantir cette saison avec 3 avions en juin, 4 en juillet et 5 en août » a indiqué la représentante de Madagascar Airlines, hier, en tant que partenaire des deux salons. « Madagascar Airlines doit encore faire face à plusieurs challenges, mais grâce au soutien de la Banque mondiale et à des partenariats stratégiques conjoints avec l'ONTM, elle a confiance en un avenir meilleur pour elle mais aussi pour le tourisme en général » a-t-elle ajouté.

Deux fois plus d'hébergement

« On a besoin de deux fois plus de sites d'hébergement, pour atteindre l'objectif d'un million de touristes d'ici 2028 », a indiqué le ministre du Tourisme. C'est dans ce contexte qu'a été lancé l'appel à manifestation d'intérêt pour la recherche de partenariats en vue de l'exploitation et la gestion de l'hôtel international d'Ivato, ancien hôtel 5 étoiles Ivato.

« De nombreuses personnes ont répondu à l'appel, certains ont déjà effectué une visite sur les lieux pour connaître son potentiel » selon le ministre.

L’adhésion de Madagascar au Fonds africain de garantie et de coopération économique sollicitée

31 MAI 2024 | 2424.MG

Saisir l’opportunité. Les principaux acteurs du système financier, des représentants du secteur public comme ceux du secteur privé, ont montré leur intérêt par rapport aux différentes offres qui leur étaient présentées par le Fonds africain de garantie et de coopération économique (Fagace). Ces offres, exposées lors d’une conférence autour des Fonds de garantie la semaine dernière, devraient booster et accélérer les financements au pays. C’est pourquoi l’adhésion de Madagascar à cette Institution panafricaine avait été vivement sollicitée de leur part.

Le Fagace est une institution qui offre des solutions de garanties flexibles et adaptées aux différents acteurs économiques de ses 14 pays africains membres actuels. Ce Fonds totalise, en termes de bilan d’activités en garantie, plus de 4 500 milliards de FCFA (francs CFA) ayant permis à plusieurs projets africains de se réaliser.

Et pour le Gouverneur de la Banque foiben’i Madagasikara (BFM), Aivo Andrianarivelo, ce Fonds africain pourrait également apporter des solutions pour Madagascar, en assurant des garanties non seulement pour les PME ou PMI mais également pour les projets structurants de l’Etat malgache. « En amenant sa garantie, le Fagace peut par exemple se substituer à la garantie souveraine de l’Etat, afin que le pays puisse bénéficier d’un financement », a-t-il avancé.

Cette institution de garantie a d’ailleurs renforcé son offre de produits, en l’étendant à toutes les formes de garantie. Et ce, à travers la mise à disposition des lignes de garanties auprès des banques partenaires et la garantie de projets pris individuellement. Elle va ainsi apporter son cautionnement dans les prêts. « Nous sommes disposés à accompagner les projets de développement, les entreprises de différentes tailles, les banques ou l’écosystème financier dans le cadre d’un renforcement de capacités. Le tout, pour booster le financement de l’économie malgache », a soutenu le secrétaire général de ce Fonds africain de garantie, Basile Tchakounte.

« La garantie ne fait certes pas le crédit. Mais c’est un accessoire réellement important pour l’inclusion financière, surtout à Madagascar où l’accès aux crédits est également très difficile pour les entreprises », soutient Hagasata Rakotoson, président du Conseil d’administration de Solidis Garantie SA.

Madagascar devra encore adhérer au Fagace en tant qu’actionnaire pour pouvoir bénéficier des offres de ce Fonds. Les autorités malgaches seront alors sensibilisées sur cette adhésion, a annoncé le Gouverneur de la Banque centrale Aivo Andrianarivelo.